



HAL
open science

Socialisme européen : vers le déclin ?

Gérard Grunberg

► **To cite this version:**

Gérard Grunberg. Socialisme européen : vers le déclin ?. Revue internationale de politique comparée, 2009, 16 (4), pp.595-605. 10.3917/ripc.164.0595 . hal-02186628

HAL Id: hal-02186628

<https://sciencespo.hal.science/hal-02186628>

Submitted on 17 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

SOCIALISME EUROPÉEN : VERS LE DÉCLIN ?

Gérard GRUNBERG

Les élections européennes de 2009 ont marqué un net recul des partis socialistes. Si ceux au gouvernement ont subi les pertes les plus lourdes, les reculs, parfois très élevés enregistrés par ceux étant dans l'opposition soulèvent la question d'un déclin général du socialisme européen. Le rapport des forces au Parlement européen s'est nettement déséquilibré au bénéfice de la droite et, dans la plupart des pays, les partis appartenant au PPE l'emportent sur ceux du PSE. Cependant, les partis socialistes résistent mieux qu'ailleurs, voir progressent dans les pays de l'Est et du Sud de l'Europe, ce qui ne permet pas de confirmer pour l'instant la thèse d'un déclin général.

Les résultats des élections européennes de 2009 ont été mauvais pour le socialisme européen, inquiétant même pour son avenir au point que certains commentateurs ont évoqué la question de son éventuel déclin. Porter un jugement d'ensemble sur les tendances électorales de cette famille politique est cependant une opération délicate pour plusieurs raisons. La première est que les élections européennes sont des élections intermédiaires qui ne sont pas politiquement décisives au niveau national et donc pour les partis membres du Parti des socialistes européens (PSE). La seconde est que la participation électorale pour ce type d'élections y est très faible, de plus en plus faible même, et que, du coup, leur signification politique générale est difficile à évaluer. La troisième est que les évolutions d'ensemble ne sont que l'agrégation d'évolutions nationales qui varient considérablement d'un pays à l'autre. Enfin, la diversité même de ces partis et l'absence d'un véritable parti européen ainsi que le caractère essentiellement national de ces élections, ne permet pas de donner facilement une dimension européenne d'ensemble aux évolutions enregistrées. La notion même de socialisme européen demeure incertaine. Certes, le PSE a élaboré et publié un manifeste commun pour ces élections, comme pour les élections européennes précédentes, et il est vrai que celui de 2009 a paru traduire une communauté de pensée et d'objectifs plus grande que lors des précédentes élections européennes, la crise aidant. La tonalité générale était clairement de gauche, opposant un socialisme favorable à la régulation financière à un libéralisme

dérégulateur. Pour autant, il ne faut pas surévaluer la portée de ce document commun, les partis nationaux ayant, comme d'habitude, donné la priorité aux enjeux nationaux et les différents partis du *PSE* demeurant très différents les uns des autres du point de vue de leurs options idéologiques.

2009 : une mauvaise année pour la plupart des partis socialistes européens

Dans les quinze pays où l'on peut suivre l'évolution des suffrages socialistes aux élections européennes depuis 1994, les élections de 2009 marquent un net recul, de près de six points en moyenne (tableau 1). Entre 1994 et 2004, la moyenne des moyennes établie pour chaque élection est demeurée à peu près stable, autour de 26 % ; elle n'est en 2009 que de 22,2 %¹. Surtout, les partis socialistes reculent partout à l'exception des partis grecs et irlandais. Certains partis, comme ceux de France, du Portugal ou du Royaume-Uni enregistrent des pertes sévères. Les anciens et puissants partis sociaux-démocrates ou travaillistes ont atteint des niveaux très bas, entre 12 et 25 %. En revanche, ce sont les partis de l'Europe du sud, dans les pays où la démocratie a été (re)instaurée dans les années soixante-dix, qui sont désormais les partis les plus puissants.

Dans les plus récents États membres de l'Union la tendance générale est inverse (tableau 2). La moyenne dans dix de ces douze pays progresse légèrement de 20,4 à 22,7 %². En 2009, la moyenne des quinze anciens membres est de 22,4 % alors que dans les 12 nouveaux membres, elle est de 23,0 %. Plus précisément, elle est de 20,1 % si l'on excepte Malte, cas triplement exceptionnel, par sa très petite taille, par sa non appartenance à l'ancien camp communiste et par le score particulièrement élevé du parti socialiste. Ailleurs les partis socialistes progressent partout sauf en Hongrie et en Estonie où les reculs sont très importants (respectivement -16,9 et -28,1), et en Pologne.

Globalement, le niveau des voix socialistes dans les deux groupes de pays est désormais comparable. Si la social-démocratie a ainsi perdu son caractère dominant dans ses anciens fiefs de l'Europe du Nord et du Centre, son influence s'étend désormais sur l'ensemble de l'Europe, au Sud et à l'Est. Encore faut-il ajouter que dans l'Europe de l'Est, les systèmes de partis ne sont pas encore stabilisés et que la volatilité électorale y est particulièrement élevée, ce qui ne permet pas encore de considérer cette convergence des deux Europe comme acquise.

1. Italie excepté. Voir note du tableau 1.

2. La Roumanie et la Bulgarie n'étaient pas encore membres de l'Union en 2004.

Tableau 1 : Scores aux élections européennes depuis 1994 des partis dont les élus sont inscrits au groupe S&D*

Pays	Européennes 1994-96	Européennes 1999	Européennes 2004	Européennes 2009	Écart 2009/2004
Espagne	31,1 *	35,3	43,3	39,1	-4,2
Grèce	37,6	32,8	34	36,6	+2,6
Portugal	34,9	43,1	44,5	28,5	-16,0
Italie**	---	---	31,6	26,1	-5,5
Suède	28,1	26,1	24,7	24,4	-0,3
Autriche	29,2	31,7	33,5	23,7	-9,8
Belgique	22,3	18,6	24,5	21,3	-3,2
Danemark	15,8	16,5	32,5	21,5	-11
Allemagne	32,2	30,7	21,5	20,8	-0,7
Luxembourg	24,8	23,2	22,1	19,5	-2,6
Finlande	21,5	17,8	21,1	17,5	-3,6
France	14,5	22	28,9	16,5	-12,4
Royaume-Uni	42,7	28	22,3	15,7	-7
Irlande	11	8,8	10,8	13,9	+3,1
Pays-bas	22,9	20,1	23,6	12,0	-12,6
Moyenne des moyennes (sans l'Italie)	26,3	25,3	27,6	22,2	-5,4
Moyenne des moyennes des 15 pays	---	---	27,9	22,4	-5,5

* dans les 15 pays membres au moment du traité de Maastricht

** suffrages exprimés

*** Italie : Ulivo en 2004 et Partito democratico en 2009. En 1994 et 1999, les configurations de candidatures étant très différentes, les scores de gauche ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

Tableau 2 : Scores aux élections européennes de 2004 et 2009
des partis dont les élus sont inscrits au groupe S&D *

Pays	Européennes 2004	Européennes 2009	Écart
Malte	48,4	54,8	+6,4
Slovaquie	16,9	32,0	+15,1
Lettonie	4,8	19,9	+15,1
Rép. Tchèque	8,8	22,4	+13,5
Chypre	10,8	22,1	+11,3
Lituanie	14,4	18,6	+4,2
Slovénie	14,1	18,4	+4,3
Hongrie	34,3	17,4	-16,9
Pologne	14,7	12,3	-2,4
Estonie	36,8	8,7	-28,1
Moyenne des moyennes sans la Bulgarie et la Roumanie	20,4	22,7	+2,3
Moyenne des moyennes sans la Bulgarie, la Roumanie et Malte	17,2	19,1	+2,3
Bulgarie	---	18,5	---
Roumanie	---	31,1	---
Moyenne des moyennes des 12 pays	---	23,0	---
Moyenne des moyennes (sans Malte)	---	20,1	---

* Dans les 12 plus récents pays membres de l'Union.

Entre 2004 et 2009, la position du Parti des Socialistes Européens au Parlement s'est nettement dégradée (tableau 3). Le groupe du *PSE* – rebaptisé *Alliance progressiste des socialistes et démocrates*, S&D, pour pouvoir accueillir les députés élus sur les listes du nouveau Parti démocratique italien issu des partis du centre – a perdu 16 sièges, passant de 200 à 184 sièges.

Tableau 3 : Évolution 2004-2009 du nombre de députés européens inscrits aux groupes du PSE puis S&D

Pays	Européennes 2004 Nombre de sièges PSE	Européennes 2009 Nombre de sièges PSE	Écart 2009-2004
Union européenne	200	184	-16
Allemagne	23	23	=
Espagne	24	21	-3
Italie	12	21	+9
France	31	14	-17
Royaume-Uni	19	13	-6
Roumanie	-	11	-
Grèce	8	8	=
Pologne	8	7	-1
Portugal	12	7	-5
Rép. Tchèque	2	7	+5
Belgique	7	5	-2
Slovaquie	3	5	+2
Suède	5	5	=
Autriche	7	4	-3
Bulgarie	-	4	-
Danemark	5	4	-1
Hongrie	9	4	-5
Irlande	1	3	+2
Lituanie	2	3	+1
Malte	3	3	=
Pays-Bas	7	3	-4
Chypre	0	2	+2
Finlande	3	2	-1
Slovénie	1	2	+1
Estonie	3	1	-2
Lettonie	0	1	+1
Luxembourg	1	1	=

Les socialistes perdent au moins un siège dans douze pays et en gagnent au moins un dans huit. Il n'y a donc pas de recul général en termes de sièges.

Si l'on prend en compte les évolutions depuis les législatives précédant les européennes de 2009, en distinguant les partis socialistes selon qu'ils sont

au gouvernement (qu'ils le dirigent ou non) ou dans l'opposition, plusieurs phénomènes apparaissent (tableau 4).

Dans les pays où les socialistes sont au gouvernement, le recul est général sauf dans deux pays. Ces deux exceptions sont explicables. À Chypre, le résultat est composé de la somme des voix de *EDEK*, parti du *PSE*, qui n'a rassemblé que 10 % des voix, et d'un parti, *DIKO*, qui n'est par membre du *PSE* et qui a obtenu 12 %, mais dont les députés se sont inscrits au groupe *S&D*. En Slovaquie, le parti membre du *PSE*, le *SMER*, est un parti de tendance populiste qui avait été exclu il y a quelques années du *PSE* avant d'y être récemment réintégré. Son progrès ne traduit donc pas un véritable progrès électoral des socialistes.

Non seulement les reculs sont donc généraux, mais encore, ces reculs sont parfois d'une amplitude considérable. C'est notamment le cas en Allemagne, Royaume Uni, Hongrie, Bulgarie, Slovaquie, au Portugal et aux Pays-Bas. L'exercice du pouvoir semble être particulièrement coûteux électoralement pour les partis socialistes dans cette période de crise. Leurs politiques n'ont donc pas été évaluées positivement par les électeurs.

Dans les pays où les socialistes sont dans l'opposition, les reculs sont moins fréquents et surtout moins sévères. Encore faut-il noter les exceptions suédoise, française et tchèque. En France, les écologistes, et en Suède, les « pirates » hostiles à la réglementation de l'usage d'Internet ont taillé des croupières aux socialistes. En République tchèque, les petites listes ont été particulièrement nombreuses, rassemblant ensemble plus de 22 % des voix. Le fait que les socialistes aient reculé dans plusieurs pays où ils étaient dans l'opposition montre que le vote sanction n'explique pas tout le recul socialiste et que c'est bien la famille socialiste dans son ensemble qui n'a pas été capable de mobiliser l'électorat en sa faveur. Le fait que ce soit dans une période de crise économique qui pouvait leur laisser espérer que leurs positions favorables à la régulation leur permettraient de réaliser de bons scores que les socialistes aient enregistré cet échec global devra les inciter à réfléchir aux raisons de ce désaveu. Sans parler encore d'un véritable signe de déclin, ces résultats sont inquiétants. Il se peut qu'ils laissent présager dans les pays où les socialistes sont au pouvoir des législatives difficiles, notamment en Grande-Bretagne, en Allemagne, Aux Pays-Bas, au Portugal ou en Hongrie. Déjà, au lendemain des élections européennes, les élections législatives en Bulgarie ont infligé un sérieux échec aux socialistes qui ont été renvoyés dans l'opposition. Les socialistes sont donc en grande difficulté et sur la défensive.

Le socialisme gouvernemental paraît ainsi en crise tandis que les partis dans l'opposition ont du mal à reconstruire une crédibilité qui puisse leur permettre d'envisager une alternance en leur faveur à court ou moyen terme. C'est le cas de la France et de l'Italie notamment mais aussi celui des pays nordiques, de la Belgique et des Pays-Bas. C'est donc peut-être la vocation

gouvernementale même de ces partis qui est en question. Dans une période de crise, génératrice d'angoisses dans les populations, les droites semblent bénéficier d'une image plus protectrice et d'une confiance plus grande dans leur capacité d'adaptation aux problèmes de l'heure³.

Tableau 4 : Situation des partis membres du *PSE* dans leur pays et évolution de leur score en 2009 par rapport à celui des dernières élections législatives

Pays	Situation nationale des partis en 2009 *	Écart des scores Européennes/ Législatives en 2009
Allemagne	P	-13,5
Autriche	P	-6,0
Belgique	P	=
Bulgarie	P	-12,4
Chypre	P	+13,2 **
Espagne	P	-5,1
Estonie	P	-1,9
Hongrie	P	-25,8
Pays-Bas	P	-9,2
Portugal	P	-19,8
Roumanie	P	-2,0
Royaume-Uni	P	-19,9
Slovaquie	P	+2,9
Slovénie	P	-11,9
Danemark	O	-3,6
Finlande	O	-3,9
France	O	-8,2
Grèce	O	-1,4
Irlande	O	+3,8
Italie	O	-7,1
Lettonie	O	+16,1
Lituanie	O	+6,9
Malte	O	+5,9
Pologne	O	-0,8
Rép. tchèque	O	-9,9
Suède	O	-10,6
Luxembourg ***	-	-

* P=parti au pouvoir ; O=parti dans l'opposition.

** À Chypre : EDEK : 9,8 + DIKO 12,3. Les élus de DIKO, non membre du *PSE*, ont adhéré au groupe S&D en 2009.

*** Le Luxembourg est exclu car dans ce pays les élections européennes et législatives sont couplées.

3. Voir aussi « La nouvelle carte électorale du conservatisme européen » d'A. Alexandre-Collier et de X. Jardin.

Recul du groupe *PSE* mais maintien de sa position dominante à gauche

Si, comme nous l'avons vu, le groupe du *PSE* a perdu 16 sièges aux élections européennes de 2009, en revanche, celui du Parti Populaire Européen est resté à peu près stable (265 sièges) malgré le départ de plusieurs partis nationaux, dont le Parti conservateur britannique, qui ont fondé un nouveau groupe, celui des *Conservateurs et Réformateurs Européens*, nettement eurosceptique et qui compte 55 sièges. Le groupe le plus à gauche, *GUE-NGL* ayant perdu également des sièges, le rapport de force gauche/droite au sein du parlement de Bruxelles s'est nettement amélioré en faveur de la droite, même si le groupe *Verts-ALE* est le seul vainqueur de ce scrutin en termes de sièges avec un gain de 12 sièges (tableau 5).

Tableau 5 : Effectifs des groupes parlementaires européens en 2004 et en 2009

Groupes parlementaires européens	Européennes 2004	Européennes 2009	Écart 2009/2004
PPE	268	265	-3
PSE 2004 -S&D 2009 *	200	184	-16
ADLE	88	84	-4
Verts-ALE	42	55	+12
GUE-NGL	41	35	-6
ID (2004) - ELD** (2009)	37	32	-5
UEN	27	-	
CRE***	-	55	
Non Inscrits	29	26	-3
Total	732	736	+4

Source : Parlement européen

* S&D : Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et des Démocrates

** ELD : Europe de la Liberté et de la Démocratie

*** CRE : Conservateurs et Réformateurs Européens ; ce groupe n'existe pas avant les élections de 2009.

La diminution de la représentation du *PSE* au Parlement européen ne bouleverse cependant pas les rapports de forces dans cette enceinte. Le *PPE* et le *PSE* demeurent les deux partis dominants et c'est autour de leurs rapports, d'opposition ou de coopération, que se structure la vie parlementaire européenne. Ni la « gauche de la gauche » ni les écologistes ne paraissent en mesure de remettre en cause dans les années à venir la domination du *PSE* à gauche.

Cette domination se vérifie dans tous les pays membres comme l'indique le tableau 6.

Tableau 6 : Évolution 2004-2009 du rang d'arrivée des partis membres du *PSE*⁴

Pays	Européennes 2004 Rang <i>PSE</i> / autres listes	Européennes 2009 Rang <i>PSE</i> / autres listes	Écart Rangs perdus ou gagnés	Listes arrivées en 2009 devant celles du <i>PSE</i> dans l'ordre d'arrivée*
Allemagne	2	2	=	PPE
Autriche	1	2	-1	PPE
Belgique	4 et 1	4 et 1	=	PPE,ADLE,NI**
Bulgarie	-	2	-	PPE
Chypre	5	3	+2	PPE,GUE
Danemark	1	1	=	
Espagne	1	2	-1	PPE
Estonie	1	5	-4	ADLE,Verts,ADLE,PPE
Finlande	3	2	+1	PPE
France	1	2	-1	PPE
Grèce	2	1	+1	
Hongrie	2	2	=	PPE
Irlande	4	3	+1	PPE,ADLE
Italie	1	2	-1	PPE
Lettonie	6	2	+4	PPE
Lituanie	2	2	=	PPE
Luxembourg	2	2	=	PPE
Malte	1	1	=	
Pays-Bas	2	3	-1	PPE,NI
Pologne	?	3	?	PPE,CRE
Portugal	1	2	-1	PPE
Rép. Tchèque	5	2	+3	CRE
Roumanie	-	1	-	
Royaume-Uni	2	3	-1	CRE,ELD
Slovaquie	3	1	+2	
Slovénie	4	2	+2	PPE
Suède	1	1	=	

* est indiqué le parti ou le groupe européen auquel se rattache la liste nationale.

** collègue flamand.

4. Ou dont les députés sont inscrits au groupe du *PSE* en 2009.

Dans un seul pays, les Verts devançant les socialistes en 2009 : l'Estonie. Dans un seul également, la gauche *GUE* devance les socialistes : Chypre. Les socialistes demeurent donc partout ou presque la force dominante à gauche. En revanche, face aux droites⁵, les positions du *PSE*, pays par pays, sont relativement faibles. Les partis inscrits au *PSE* arrivent en tête dans seulement 6 pays : Danemark, Grèce, Malte, Slovaquie, Roumanie et Suède au lieu de 9 en 2004. Il faut ajouter, en Belgique le collège français où les socialistes arrivent également en tête. Mais Les socialistes sont dominés par le *PPE* dans 19 des 27 pays de l'Union, ce qui montre la domination très générale de ce parti sur le *PSE*. Il faut ajouter que les socialistes sont devancés par les libéraux (*ADLE*) dans 3 pays, par le nouveau groupe eurosceptique – *CRE* – dans 3 pays, par les Non inscrits dans 2 pays et par le groupe *ELD* dans un pays. Les droites et les libéraux sont ainsi en première position dans 21 pays de l'Union, ce qui montre la faiblesse relative du socialisme électoral européen. En outre, si les socialistes ont gagné par rapport aux précédentes élections européennes au moins une place dans plusieurs pays, notamment dans les nouveaux pays membres où ils occupent une position satisfaisante, ils perdent des places dans tous les grands pays anciens membres de l'*UE* à l'exception de l'Allemagne où – néanmoins – l'écart avec la *CDU-CSU* s'est creusé en termes de voix.

C'est donc comparativement à la situation des droites européennes, un tableau assez sombre qui peut être dressé de l'évolution des positions du *PSE*. Cette famille politique est incontestablement en perte de vitesse du point de vue électoral dans une Europe où les droites sont de plus en plus dominantes, aussi bien au Parlement qu'au Conseil et à la Commission. La faiblesse relative des positions de pouvoir des socialistes dans les institutions européennes ne les pousse pas à mettre l'accent sur la dimension européenne de leur action. La question de la ratification du projet constitutionnel européen en 2005 dans les pays où le processus de ratification a donné lieu à un référendum, a montré que les partis socialistes nationaux étaient à la fois divisés et réticents sur cette question. La sanction a frappé en 2009 les partis socialistes qui ont eu dans cette période 2005-2009 une position s'apparentant par certains aspects à une position euro-sceptique, qu'il s'agisse du parti néerlandais ou du parti français. Ces partis ont particulièrement reculé lors des élections de 2009, contrairement au parti espagnol fermement europhile.

Dans ces conditions une relance du socialisme au niveau européen même, qu'il s'agisse de l'élaboration d'un véritable projet politique ou de la construction d'un véritable parti européen, paraît peu probable. La crainte d'une Europe trop libérale empêche les partis socialistes de relancer le pari européen. L'enfermement national ne leur profite pas davantage car les ten-

5. Les non inscrits ayant été élus sur des listes d'extrême droite.

dances populistes qui se développent à ce niveau les mettent également en difficulté. Il y a donc une impasse actuelle du socialisme européen aggravée par les désaccords subsistant entre ces différents partis. L'avenir semble donc pour l'instant bouché pour un socialisme européen sur la défensive, souvent démoralisé et déboussolé.

Le tableau d'ensemble du socialisme électoral européen est donc négatif bien que contrasté. Il demeure une grande puissance électorale mais de nombreux indices montrent que cette famille est peut-être à un tournant de son histoire. Les prochaines élections législatives donneront des éléments soit en faveur de la thèse du déclin prononcé soit en faveur de celle de la succession de cycles. Dans la mesure où ces partis continuent de dominer leur camp, celui de la gauche, et les alternances étant le poumon de nos démocraties, rien n'est perdu pour eux. Encore faut-il qu'ils incarnent des projets suffisamment convaincants et attirants aux yeux d'une partie suffisante des électors. Or précisément, malgré les efforts d'adaptation réalisés dans un grand nombre de ces partis, le pouvoir d'attraction et de mobilisation du socialisme européen semble très affaibli en ce début de siècle. Ce courant politique est en panne et il en a lui-même conscience.

Annexe : Partis membres de plein droit du PSE

SPD-Allemagne	PASOK-Grèce	PvdA-Pays-Bas
SPÖ-Autriche	MSZP/MSZDP-Hongrie	SLD/UP-Pologne
PS-SPa-Belgique	LP-Irlande	PS-Portugal
BSP-Bulgarie	DS/PS-Italie	PSD-Roumanie
EDEK-Chypre	LSDSP-Lettonie	LP/SDLP-Royaume-Uni
SD-Danemark	LSDP-Lituanie	SMER SD-Slovaquie
PSOE-Espagne	LSAP-Luxembourg	SD-Slovénie
SDE-Estonie	MLP-Malte	SAP-Suède
SDP-Finlande	DNA-Norvège	CSSD-Tchéquie
PS-France		